

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DU BALISAGE
LUMINEUX ET DU LOCAL « ENERGIE » (REGULATEURS,
GROUPE ELECTROGENE, ...) A L'AEROPORT DU MANS ARNAGE**

MARCHE N° 2024 RTPN 5102

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de Services

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	6
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	6
5.2	Revue de contrat du marché	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION.....	7
7.1	Contenu des prix	7
7.2	Mois d'établissement des prix.....	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	8
7.4	Clause de sauvegarde	9
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée	10
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES	10
8.1	Par voie de prestations complémentaires :	10
8.1.1	Par voie de prestations complémentaires :	10
8.1.2	Par voie de la clause de réexamen :	10
8.2	Prestations similaires	10
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	11
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	11
ARTICLE 11	ASSURANCE	11
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
12.1	Paiement.....	12
12.2	Echéance	12
12.3	Modalités de transmission de la facturation	12
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	13
13.1	Mise en Œuvre	13
13.2	Cession	13
13.3	Sous-traitance	13
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES.....	14
14.1	Accompagnement opérationnel	14
14.2	Généralités.....	14
14.3	Calendrier prévisionnel d'exécution	14
14.4	Date d'intervention	14
14.5	Etat des lieux et prise en charge des installations	15
14.6	Préconisations plan pluriannuel d'investissements	15
14.7	Réunion de suivi d'exécution	15

14.8	Revue annuelle de contrat et présentation du rapport annuel.....	15
14.9	Etat des lieux en fin de contrat	15
14.10	Modalités d'exécution	16
14.11	Maintenance préventive et fréquence d'interventions programmées.....	16
14.12	Dépannage et délais contractuels	17
14.13	Maintenance curative.....	17
14.14	Etablissement des devis	18
ARTICLE 15	DONNEES PERSONNELLES RGPD	18
ARTICLE 16	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	18

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet la maintenance préventive, c'est-à-dire les inspections et vérifications, les actions d'entretien courant et les révisions du balisage lumineux et du local « énergie » (onduleurs, groupe électrogène diesel, ...) à l'Aéroport du Mans Arnage, route d'Angers au Mans.

Extrait du guide de maintenance du balisage lumineux des aérodromes :

« 1.1 généralités : La maintenance des installations de balisage s'inscrit dans l'objectif du maintien en conditions opérationnelles des infrastructures des aires de mouvement aéroportuaires. Elle recouvre l'ensemble des mesures qui permettent de maintenir ou de rétablir l'état fonctionnel des équipements, d'en évaluer la conformité aux référentiels réglementaires applicables et globalement de réduire les risques de défaillances d'exploitation. Ses principaux éléments peuvent se décliner en :

- inspections ;
- entretien courant et révisions ;
- réparations.

Dans tous les cas, la maintenance devra établir :

- un schéma organisationnel qui la situe dans la structure générale de l'aéroport, qui définit les rôles et responsabilités des intervenants et décrit les moyens humains et matériels ;
- des procédures et consignes pour définir les interventions sur site, les modes opératoires, les retours d'expérience et le report des événements ;
- une documentation régulièrement mise à jour et structurée : plans et synoptiques d'ensemble, plans et schémas des sous-systèmes, documentations techniques et notices des matériels installés, fiches de suivi et d'évolution des matériels ;
- des plans de formation et d'évaluation des compétences et qualifications requises pour l'accomplissement des tâches à exécuter. »

« 2.3.2 maintenance préventive : L'expression « entretien courant et révision » englobe toutes les mesures prises pour maintenir ou remettre en état de marche une installation ou un appareil. Ces mesures devraient être prises selon un plan précisant la périodicité des opérations d'entretien, la nature de ces opérations et les moyens utilisés pour indiquer que l'installation ou l'appareil est conforme. »

Les aspects concernant les réparations conséquentes (maintenance curative) sont exclus du forfait, et seront traités sur devis, avec mise en concurrence le cas échéant.

Les installations sur lesquelles pourra intervenir le titulaire sont définies en annexe 1 au CCP.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu suivant les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique avec un montant maximum de 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations de maintenance préventive seront réglées forfaitairement selon la périodicité convenue et traitées par l'émission de bons de commande.

Les marchés subséquents des prestations de maintenance curative qui n'ont pas été initialement définies seront exécutés au moyen de bons de commande après remise d'un devis. Ils préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution.

Sont exclus ou dérogent au principe d'exclusivité :

- Les travaux de balisage lumineux ou local énergie, intégrés dans un lot pour une opération globale de rénovation / réhabilitation, qui seraient traitées lors de la consultation de l'opération.

- Toutes campagnes de remplacement ou tous travaux conséquents ne relevant pas de la maintenance courante préventive et curative. Ils pourront être traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.
- Toutes prestations de maintenance curative qui ne peuvent être proposées par le titulaire ou livrées dans les délais raisonnables en fonction du degré d'urgence, pourront faire l'objet d'une mise en concurrence ad hoc.
- Les travaux, normalement confiés directement au titulaire, dans le cadre des marchés subséquents pour des prestations de maintenance curative ou ponctuelles à la demande, dont les caractéristiques n'étaient pas initialement définies, mais dont le devis proposé par le titulaire serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageux pour la CCI. Ils seront traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : date de notification du marché.

Prévisionnellement : prise d'effet et prise en charge des installations au 1^{er} janvier 2025.

Durée du marché : 2 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction pour une période de 2 ans, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le guide Technique Maintenance Du Balisage Lumineux Des Aérodrômes,
- Le CHEA,
- Annexe RGPD,
- Le montant total forfaitaire annuel indiqué à la Décomposition du Prox Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le Bordereau de prix unitaire (BPU),

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI.

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents avec un maximum fixé à 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises) passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

Les visites périodiques sont rémunérées selon les prix arrêtés à la DPGF.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande (lettre, courriel, ou utilisation du site marchand le cas échéant), sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU).

Lorsque la Cci souhaite organiser de prestations non préalablement listées aux BPU et DPGF, le titulaire établit un devis. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à la gestion administrative du marché, rédaction des rapports, production des factures, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, aux déplacements, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (appareil de levage, nacelle, manutention et amenée des matériels compris levage, équipements de travail en hauteur, epi,...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Ce sont, également pour les prestations de maintenance curative, et sans que cette énumération soit limitative, les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux telles que :

- Autorisation et frais de stationnement, autorisation de voirie, bennes, ...
- Mise à disposition des moyens de levage, de sécurité, et signalisation ;

- Protection des existants,
- Approvisionnement des matériaux, stockage, etc... ;
- Scelllements, raccords, finition, ...
- Évacuation en bennes, puis en décharge des déchets ;
- Nettoyage de la zone de travaux et abords ;

Pour l'établissement de sa proposition, l'entrepreneur déclare s'être entouré de tous les renseignements utiles, avoir visité les installations où doivent être exécutés les prestations, et s'être rendu compte des difficultés et sujétions de toutes sortes. Il ne sera donc pas admis de réclamations.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32. 1 du CCAG FCS.

La rémunération forfaitaire de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du pouvoir adjudicateur :

- La réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute du pouvoir adjudicateur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant au pouvoir adjudicateur ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix du marché sont définitifs, révisables, et forfaitaires appliqués à la partie du marché relative à la maintenance préventive (visites périodiques) des installations, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées. Pour la partie curative, les prix du marché sont unitaires appliqués aux quantités réellement livrées

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins trois mois.

Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en oeuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

Formule paramétrique de révision de prix :

Les prix indiqués dans le présent contrat sont susceptibles d'évoluer en fonction des variations des coûts intervenant durant l'exécution du contrat. La révision des prix pourra être appliquée annuellement à la date anniversaire du contrat, en fonction de l'évolution de l'indice de référence BT 47.

Les ajustements de prix seront effectués en fonction de la variation de l'indice de référence BT 47 (Indice des travaux d'équipements techniques des bâtiments). La formule de révision des prix sera la suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1 - 3m / I0 - 3m))$$

Où :

P1 : nouveau prix applicable après révision

P0 : prix initial ou dernier prix révisé

I1 : valeur de l'indice BT 47 à la date de révision (-3 mois)

I0 : valeur de l'indice BT 47 à la date de signature du contrat ou de la dernière révision (-3 mois)

7.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES

8.1 Par voie de prestations complémentaires :

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

8.1.1 Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

8.1.2 Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

8.2 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Cette pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

Manquement aux obligations contractuelles :

En cas de constatation, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Païement

Les factures seront adressées exclusivement à la Direction Financière de la CCI via Chorus pro (SIRET CCI 187 200 928 000 13) :

Prestation récurrente

Périodicité imposée : une facture par intervention selon la périodicité concernée (mensuelle, semestrielle, annuelle, bisannuel)

Outre les mentions légales, la facture unique reprend le numéro du marché et détaille à minima :

- Désignation des installations vérifiées
- La période de prestation,
- Le prix des prestations

Prestation ponctuelle maintenance curative

Une facture par bon de commande lié à un bon d'intervention avec le même niveau de détail.

Une facture non détaillée est systématiquement refusée. Le délai de règlement court à compter de la réception d'une facture conforme.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**,
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché** : 2024RTPN5102

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES

14.1 Accompagnement opérationnel

Le titulaire garantit une qualité de service irréprochable. Il déploie une équipe identifiée avec un interlocuteur référent unique. Ce référent se charge de la communication entre les différentes équipes internes du titulaire.

Le référent unique coordonne toutes les actions opérationnelles, suit le processus, et conduit les aspects contractuels et opérationnels du marché.

Le titulaire met à disposition un service de relation client et de service après-vente, accessible chaque jour ouvré.

Pour la CCI, le coordinateur est :

Manager Aéroport du Mans Arnage

Laurence CHAIZE

laurence.chaize@lemans.cci.fr

02.43.84.00.43

Suivi et exécution de la prestation

Les pompiers

02 43 84 00 43

14.2 Généralités

La circulation sur la plateforme nécessite une autorisation particulière. Les agents intervenants sur site devront être identifiés. Pour les déplacements notamment sur les pistes et parkings, une habilitation radio est nécessaire, le prestataire sera donc accompagné d'un follow me. Le technicien portera un gilet fluo. Le véhicule devra circuler avec ses feux de croisement (codes). Les mesures sanitaires covid s'appliquent, les EPI des agents intervenants sont compris dans l'offre.

Le prestataire a une obligation de résultat.

14.3 Calendrier prévisionnel d'exécution

Dès la prise d'effet du contrat, dans un délai d'un mois maximum, le titulaire remettra à Mme CHAIZE le calendrier prévisionnel d'exécution faisant apparaître par périodicités (mensuelle, semestrielle, ...), les prestations de maintenance préventive.

14.4 Date d'intervention

Selon le calendrier prévisionnel d'exécution défini, le titulaire confirmera son passage 5 jours ouvrés avant la date d'intervention, et précisera auprès de Mme CHAIZE les modalités spécifiques d'intervention (coupure de courant, nuisances particulières, ...).

14.5 Etat des lieux et prise en charge des installations

Le titulaire prend en charge les installations après état des lieux exhaustif et détaillé (devront apparaître : désignation, identification/immatriculation, libellé, localisation précise, quantité, état, marque du matériel, type/référence, caractéristiques techniques).

Cette prise en charge est effective dans un délai maximum d'un mois après prise d'effet du contrat.

L'inventaire et état des lieux détaillé ainsi réalisé est communiqué à Mme CHAIZE dans un délai d'un mois + 5 jours ouvrés après prise d'effet du contrat.

Le titulaire mettra à jour l'inventaire dès qu'une modification sera effectuée sur les installations.

14.6 Préconisations plan pluriannuel d'investissements

Suite à l'inventaire, le titulaire remettra à Mme CHAIZE dans un délai de trois mois ses préconisations en termes de remplacement de matériels et installations présentant un état de vétusté important. Il s'agira pour chaque équipement concerné de chiffrer une solution technique équivalente permettant au service gestionnaire d'établir son plan pluriannuel d'investissements.

14.7 Réunion de suivi d'exécution

Au terme du premier trimestre d'exécution du contrat, le titulaire à son initiative organisera une première rencontre de suivi. Celle-ci permettra d'ajuster et apporter toutes actions correctives nécessaires quant à l'organisation générale. Le compte rendu est rédigé par le titulaire et retourné à Mme CHAIZE sous 5 jours ouvrés.

Si existant, le titulaire proposera un accès gratuit à son espace client de gestion et de suivi en ligne. Il communiquera les codes d'accès. Il formulera dans son offre les fonctionnalités et exports réalisables.

14.8 Revue annuelle de contrat et présentation du rapport annuel

A l'initiative du titulaire, une rencontre annuelle doit être organisée pour faire le bilan des actions menées, problèmes rencontrés et actions correctives entreprises ou à mener. Le compte rendu est rédigé par le titulaire et retourné à Mme CHAIZE sous 5 jours ouvrés.

Le rapport annuel récapitulatif de toutes les actions réalisées sera remis, un mois maximum après la date anniversaire du contrat.

14.9 Etat des lieux en fin de contrat

Le titulaire organisera à son initiative une visite contradictoire d'état des lieux avec Mme CHAIZE deux mois avant la fin de la première période de deux ans. Il lui remettra sous 5 jours ouvrés l'état des lieux de sortie mis à jour le cas échéant, exhaustif et détaillé (devront apparaître : désignation, identification/immatriculation, libellé, localisation précise, quantité, état, marque du matériel, type/référence, caractéristiques techniques).

Cette visite d'état des lieux de sortie est reportée à deux mois avant la fin de la deuxième et dernière période de deux ans, si la CCI a expressément déclaré son intention de reconduire le contrat pour la seconde période de deux ans.

14.10 Modalités d'exécution

Un rapport consignait les défaillances et anomalies devra être établi à chaque visite et transmis au Manager de la plateforme Laurence CHAIZE laurence.chaize@lemans.cci.fr , ainsi qu'à l'attention des pompiers aeroport@lemans.cci.fr

Le prestataire mettra à disposition dans le local « énergie » un cahier de main courante (mentions minimales : date visite ; observations ; détail de l'action effectuée : travaux-commande-remplacement ; nom de l'agent ; signature)

Chaque jour les agents CCI sur place peuvent être amenés à constater des défaillances sur le balisage lumineux. Ils le signaleront immédiatement au titulaire.

En dehors du cadre forfaitaire de la maintenance préventive, entretien courant et révisions :

La CCI se réserve le droit de négocier le devis concernant les opérations de maintenance curative et travaux de remplacement avec le titulaire. Également, la CCI se réserve la possibilité de contre chiffrer le devis de maintenance curative ou travaux auprès de la concurrence en cas de prix au-delà de la pratique courante professionnelle. La commande pourra être passée auprès d'un autre prestataire, le titulaire ne pourra élever de réclamations ni prétendre à indemnités.

Le titulaire du marché respectera le guide de la maintenance du balisage lumineux des aérodromes, joint.

Le titulaire devra respecter les règles et normes en vigueur (notamment les références citées à l'article 2 du guide joint au DCE), ainsi que disposer des certifications professionnelles et habilitations réglementaires.

14.11 Maintenance préventive et fréquence d'interventions programmées

Vérifications mensuelles :

- Contrôle paramètres alimentations spécifiques des systèmes de télécommande
- Contrôle paramètres alimentations spécifiques dans postes et autres équipements de balisage
- Contrôle correspondance consignes et valeurs affichées des courants de brillance des régulateurs
- Contrôle du calage en site des unités si contrôles calages supérieurs à 10mn d'angle

Vérifications semestrielles :

- Télécommandes/poste en vigie
- Test des composants de rechange (IHM)
- Essai IHM(s) en condition de défaut
- Contrôle autonomie alimentations spécifiques (IHM)
- Composants parasurtensions (IHM)
- Documentation du poste
- Etat général des caniveaux du poste
- Contrôle autonomie alimentations spécifiques dans poste et télécommandes
- Vérification isolement continuité des boucles de balisage
- Vérifications état parafoudres des régulateurs
- Vérifications remontées de défaut et contrôles/commandes des régulateurs.
- Contrôle du calage en site des unités du PAPI si constat de mauvais réglages compris entre 5mn et 10mn d'angle.
- Local « énergie » : Contrôle groupe électrogène et onduleur
- Local « énergie » : Contrôle équipements régulateur, automate de bascule, armoires électriques

Vérifications annuelles :

- Contrôle visuel de la câblerie des télécommandes
- Contrôle des serrages des connexions des régulateurs
- Vérification de la charge des boucles des régulateurs
- Contrôle état de propreté des régulateurs
- Analyse et archivage des fiches de suivi des régulateurs
- Nettoyage, serrages des bornes aux tableaux des départs des équipements alimentés en parallèle
- Mesure de la prise de terre des départs des équipements alimentés en parallèle
- Contrôle des isollements des conducteurs des départs des équipements alimentés en parallèle
- Contrôle des continuités des conducteurs de protection des départs des équipements alimentés en parallèle
- Contrôle des continuités des liaisons équipotentielle des départs des équipements alimentés en parallèle
- Examen visuel de l'état des fourreaux, buses
- Mise à jour des plans d'installations des réseaux
- Etat général des panneaux
- Vérification des sources lumineuses des panneaux
- Vérification générale de l'enchevêtrement
- Vérification des connectiques des feux hors sol
- Vérification de la partie optique des feux hors sol
- Local « énergie » : Gros entretien groupe électrogène et onduleur
- Local « énergie » : Gros entretien équipements régulateur, automate de bascule, armoires électriques
- Contrôle thermographique des armoires électriques selon APSAD Q19 ou méthode équivalente ;
- Contrôle de nuit de l'intensité des lampes de balisage d'axes de pistes et de circulation (présence d'un agent cci)
- Nettoyage (fin été, début automne) des verrines des lampes de balisage : pistes, circulations et obstacles (twr)
- Vérifications tous les deux ans
 - Contrôle caractéristiques électriques/optiques de la câblerie des télécommandes et poste

14.12 Dépannage et délais contractuels

- Période hors évènement sur circuit ACO : **Intervention dans les 2h** à compter d'une demande CCI, 7 jours sur 7, 24h sur 24
- Période évènement sur circuit ACO (24 heures du Mans, ...) : **Intervention dans l'heure** à compter d'une demande CCI, 7 jours sur 7, 24h sur 24.

Les dépannages comprennent les interventions simples pouvant être réalisées par un seul technicien et ne nécessitant pas de moyens importants (permutation de matériels, remplacement contacteur électrique, fusibles, bobines, mise en sauvegarde d'une installation, réparation provisoire d'une fuite, remise en service d'une installation après contrôle incident, ...).

14.13 Maintenance curative

Feront l'objet d'un devis, et d'une mise en concurrence le cas échéant :

- Les réparations d'avaries causées par des fausses manœuvres ou interventions étrangères au titulaire du marché ;

- Les dépannages non imputables au bon fonctionnement des appareils (exemple : manque d'eau, détartrage, manque d'électricité, gel, utilisation d'eau anormalement polluée, ...) ;
- Les modifications d'installations, grosses réparations ; et toutes les pièces reconnues défectueuses et à remplacer au cours des opérations d'entretien ;
- Toutes les pièces reconnues défectueuses et à remplacer au cours des opérations de dépannage.

14.14 Etablissement des devis

Le titulaire s'engage à remettre un devis dans un délai maximal de 5 jours ouvrés.

ARTICLE 15 DONNEES PERSONNELLES RGPD

Cf annexe RGPD

ARTICLE 16 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire